

# **NOTE DE PRESENTATION BUDGET PRINCIPAL VILLE DE GRASSE**

## **COMPTE ADMINISTRATIF 2018 AFFECTATION DU RESULTAT D'EXPLOITATION 2018**

### **Introduction générale**

Ce rapport présente les résultats de l'exécution du budget 2018 de la Ville de Grasse, soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le compte administratif rend compte annuellement des opérations budgétaires exécutées à la clôture de l'exercice budgétaire, qui intervient au 31 décembre.

Le compte administratif est présenté au cours de la même session que le compte de gestion du receveur municipal. Le Conseil Municipal peut ainsi constater, pour les parties communes, la parfaite concordance de ces deux documents.

Ce rapport vient en appui des documents budgétaires officiels remis par ailleurs à chaque membre du Conseil Municipal.

### **L'EXECUTION DU BUDGET 2018 :**

Cette partie analyse l'exécution du budget 2018, voté le 27 mars 2018 et amendé par différentes décisions budgétaires modificatives approuvées par le Conseil Municipal (DBM 1 du 26 juin 2018, DBM 2 du 25 septembre 2018 et DBM 3 du 11 décembre 2018).

Cette présentation vient en appui des documents budgétaires officiels remis par ailleurs à chaque membre du Conseil Municipal.

Seront examinés successivement :

- 1) l'équilibre général du compte administratif 2018 ;
- 2) le détail de la section d'investissement ;
- 3) le détail de la section de fonctionnement ;
- 4) le rapport annuel sur la gestion de la dette ;
- 5) l'affectation du résultat.

## 1) EQUILIBRE GENERAL COMPTE ADMINISTRATIF 2018

### *a) dépenses et recettes réelles*

<u>Montants en milliers d'Euros</u>	Prévisions	Réalisations	Taux de réalisations	Reports	Résultat reporté n-1	Total
Recettes réelles fonctionnement	67 227	67 545	100.47 %		1 092	68 637
Dépenses réelles fonctionnement	61 084	59 819	97.93 %			59 819
<b>Résultat</b>		<b>7 726</b>			<b>1 092</b>	<b>8 818</b>
Recettes réelles d'investissement	26 445	15 435	58.37 %	4 271		19 706
Dépenses réelles d'investissement	30 210	19 790	65.51 %	2 337	3 470	25 597
<b>Résultat</b>		<b>- 4 355</b>		<b>1 934</b>	<b>- 3 470</b>	<b>- 5 891</b>

### *b) dépenses et recettes réelles et d'ordre budgétaire*

<u>Montants en milliers d'Euros</u>	Prévisions	Réalisations	Taux de réalisations	Reports	Résultat reporté n-1	Total
Recettes de fonctionnement	68 819	68 196	99.09 %		1 092	69 288
Dépenses de fonctionnement	68 819	63 026	91.58 %			63 026
<b>Résultat cumulé</b>		<b>5 170</b>			<b>1 092</b>	<b>6 262</b>
Recettes d'investissement	39 613	18 672	47.14 %	4 271		22 331
Dépenses d'investissement	39 613	20 471	51.68 %	2 337	3 470	26 278
<b>Résultat cumulé</b>		<b>- 1 799</b>		<b>1 934</b>	<b>- 3 470</b>	<b>- 3 335</b>

Le résultat cumulé de la section de fonctionnement s'établit donc à **6 262 K€**.

Le résultat cumulé de la section d'investissement s'établit à **- 3 335 K€**.

## 2) DETAIL SECTION D'INVESTISSEMENT

### a) les dépenses

Les dépenses d'équipement réalisées en 2017 s'élèvent à **9 259 K€**.

Notre épargne ayant été restaurée, les volumes d'investissement ont été revus à la hausse.

Pour mémoire, les réalisations en dépenses d'équipement des années précédentes ont été les suivantes :

2014	2015	2016	2017	2018
12 071	10 444	7 625	7 604	<b>9 259</b>

Les réalisations significatives sur 2018 exprimées en milliers d'euros sont les suivantes :

#### Autorisation de programme renouvellement urbain : 3 355 K€

- Dont - Subventions particuliers secteur sauvegardé
- Médiathèque
- Révision plan local d'urbanisme

#### Autorisation de programme renouvellement superstructures : 2 270 K€

- Dont - Etudes d'aménagements
- Bâtiments culturels
- Bâtiments sportifs
- Bâtiments scolaires
- Bâtiments communaux
- Bâtiments sociaux
- Vigipirate écoles et crèches
- Restauration patrimoine
- Mas du Collet

#### Autorisation de programme renouvellement infrastructures : 2 493 K€

- Dont - Etudes d'aménagements
- Matériel de voirie et signalétique
- Requalifications de voiries
- Stationnement de surface
- Revalorisation Jardin des Plantes
- Synthétique stade de la Paoute
- Réseaux eaux pluviales
- Acquisitions foncières
- Espaces verts et aires de jeux

Autorisation de programme renouvellement équipement : 1 141 K€

- Dont - équipements informatiques
- équipements de sécurité bâtiments
- matériel spécifique services techniques
- équipement des services municipaux
- véhicules
- mobilier scolaire

Le montant des restes à réaliser en dépenses est d'environ **2 337 K€** ; ils concernent les opérations suivantes, les montants étant exprimés en milliers d'euros :

Autorisation de programme renouvellement urbain : 1 169 K€

- Dont - Construction Médiathèque
- Etude requalification Porte Est
- Requalifications places Médiathèque

Autorisation de programme renouvellement superstructures : 408 K€

- Dont - Mas du Collet
- Entretien et extension bâtiments scolaires
- Renouvellement chaudières
- Entretien bâtiments communaux
- Musées MAHP et Villa Fragonard
- Façade Villa Guérin

Autorisation de programme renouvellement infrastructures : 353 K€

- Dont - Jardin des Plantes
- Réseaux d'eaux pluviales
- Réseaux de voirie

Autorisation de programme renouvellement équipement : 394 K€

- Dont - Equipements informatiques
  - Equipements de sécurité bâtiments
  - Véhicules services municipaux
  - Matériel service des fêtes
  - Restaurations œuvres musées
  - Divers équipements services
- Et enfin - opérations pour comptes de tiers (périls) **12 K€**

## **b) les recettes**

**Les subventions d'équipement perçues sur 2018 sont d'environ 2 440 K€.**

Ces recettes ont concerné principalement les opérations suivantes :

- Médiathèque
- Aménagements quartier de la gare
- Mas du Collet
- Stade de la Paoute
- Requalification avenue Thiers
- Plan Vigipirate écoles et crèches
- Subventions diverses thématiques
- Amendes de police

*Bilan des subventions perçues en milliers d'euros y compris amendes de police :*

2014	2015	2016	2017	2018
2 864	4 680	2 614	1 268	<b>2 440</b>

**Les recettes d'investissement reportées sur l'exercice 2018 et dont le montant est de 4 271 K€ se décomposent en 3 postes principaux :**

- Les subventions d'investissement :

Elles sont certaines sur le principe, puisque notifiées par l'organisme attributaire, mais n'ont pas été versées à la date de clôture du compte administratif :

- Participation Projet Urbain Partenarial 259 K€

- Les opérations pour comptes de tiers :

- Travaux pour levées de périls 12 K€

- L'emprunt :

- Contrat Caisse des Dépôts 2 000 K€
- Contrat Caisse d'Epargne 1 500 K€
- Contrat Crédit agricole 500 K€

**Tableau récapitulatif des opérations d'investissement**

Montants exprimés en milliers d'euros

	réalisations
Recettes réelles	15 435
Dépenses réelles dont déficit	- 23 260
Opérations d'ordre en recettes	3 237
Opérations d'ordre en dépenses	- 681
<b>Solde</b>	<b>- 5 269</b>
Recettes d'investissement reportées	4 271
Dépenses d'investissement reportées	- 2 337
<b>Solde global</b>	<b>- 3 335</b>

### 3) DETAIL SECTION DE FONCTIONNEMENT

#### a) tableaux récapitulatifs des opérations de fonctionnement

Les réalisations en pourcentage sont proches des 100 % de nos prévisions budgétaires, ce qui démontre une bonne maîtrise malgré les contraintes de l'exécution budgétaire et une bonne prise en compte de l'évolution des besoins par les différentes décisions budgétaires modificatives.

<u>Montants en milliers d'Euros</u>	Prévisions	Réalisations	Taux de réalisations	Reports	Résultat reporté	Total
Recettes réelles	67 227	67 545	100.47 %		1 092	68 637
Dépenses réelles	61 084	59 819	97.93 %			59 819
<b>Résultat</b>		<b>7 726</b>			<b>1 092</b>	<b>8 818</b>

Le résultat d'exploitation présente un taux de réalisation de nos recettes de fonctionnement supérieur à celui des prévisions.

<u>Montants en milliers d'Euros</u>	Prévisions	Réalisations	Taux de réalisations	Reports	Résultat reporté	Total
Recettes réelles et d'ordre	68 819	68 196	99.09 %		1 092	69 288
Dépenses réelles et d'ordre	68 819	63 026	91.58 %			63 026
<b>Résultat cumulé</b>		<b>5 170</b>			<b>1 092</b>	<b>6 262</b>

#### b) détail des chapitres de fonctionnement en dépenses

##### - Charges à caractère général

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018
Montants en milliers d'Euros	12 642	11 234	11 126	10 510	<b>10 327</b>
Evolution		- 11.14 %	- 0.96 %	- 5.54 %	<b>-1.74%</b>

Les efforts ont été considérables en 2015 et 2016 et ont pu être réalisés grâce à des réformes structurelles. Des économies ont pu être encore réalisées sur 2017 et 2018, nous considérons qu'il convient désormais de ne plus diminuer les enveloppes dédiées aux services.

### **- Charges de personnel**

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018
<b><u>Montants en milliers d'Euros</u></b>	34 156	33 599	33 579	34 165	<b>34 012</b>
Evolution		- 1,63 %	- 0,06 %	1.75%	<b>-0,45%</b>

Les charges de personnel constatées au compte administratif 2018 sont inférieures à celles du compte administratif 2014.

Elles ont pu ainsi être contenues par une communication transversale entre les services afin d'optimiser les ressources. Cela s'est notamment traduit en 2018 par la mise en place d'une cellule de coordination chargée du suivi des heures supplémentaires, qui a permis de réaliser une économie substantielle de 68 K€ par rapport à 2017, équivalente à 15,5 % du volume global.

### **- Subventions et participations**

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018
<b><u>Montants en milliers d'Euros</u></b>	11 179	10 993	10 416	11 078	<b>10 322</b>
Evolution		- 1,66 %	- 5,25 %	+ 6,36 %	<b>-6,82%</b>

Après les efforts réalisés par le tissu associatif sur les années antérieures par des baisses successives de leurs subventions, l'année 2018 a vu le maintien des contributions de la Ville à un niveau équivalent à celui de 2017.

Pour les participations à l'Office du Tourisme et au Comité Régional du Tourisme équivalentes à 295 K€ en 2017, la compétence a été transférée à la Communauté d'Agglomération qui les prend désormais à sa charge, cette dernière étant neutralisée par une baisse de l'attribution de compensation versée à la commune pour un montant équivalent.

Dans les évolutions notables, la participation 2018 au SDEG a fortement diminué (environ 160 K€), certains travaux ayant vu leur dernière échéance de remboursement se terminer en 2017.

Par ailleurs, alors que depuis de nombreuses années les conventions avec les communes pour les enfants grasseois scolarisés à l'extérieur étaient en attente, les années 2017 et 2018 ont vu leurs mises à jour.

Ainsi, le volume mandatés en 2018 soit 234 K€ n'est pas représentatif d'une année civile, dont le montant se situe autour des 180 K€/an.



### **c) détail des chapitres de fonctionnement en recettes**

#### **- Taxes foncières et d'habitation**

Les taux sont maintenus constants ; la dernière réévaluation des taux date de 2009.

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018
Produit fiscal en milliers d'euros	29 545	30 305	30 665	31 328	<b>31 973</b>
Evolution produit		+ 2,57 %	+ 1,19 %	+ 2,16 %	<b>+ 2.06%</b>

La fiscalité directe locale, constituant le principal poste de recettes de fonctionnement de notre collectivité, a fait l'objet d'une attention toute particulière.

La mise en place d'un protocole avec les services de l'Etat et la réorganisation de la Direction des Affaires Financières, afin de mettre en place une cellule fiscalité entièrement dédiée, nous ont permis d'obtenir des résultats probants.

#### **- Attribution de compensation et dotation de solidarité communautaire**

<b><u>Montants en milliers d'Euros</u></b>	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018
Attribution de compensation	15 639	15 639	15 577	15 172	<b>15 172</b>
Dotation solidarité communautaire	220				

L'attribution de compensation a baissé de 404 K€ en 2017, compte tenu du transfert de l'Office du Tourisme à la Communauté d'Agglomération.

La dotation de solidarité communautaire n'est plus reversée depuis 2015 par la Communauté d'Agglomération.

#### **- Taxe sur les droits de mutation**

La commune de Grasse reste attractive sur le marché immobilier départemental avec un tarif au m<sup>2</sup> concurrentiel, les prêts accordés aux particuliers avec des taux d'intérêt relativement bas ayant également influé. Le résultat 2018 a été exceptionnel avec une augmentation du produit de plus de 16 %.

<b><u>Montants en milliers d'Euros</u></b>	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018
	2 113	2 412	2 580	2 714	<b>3 151</b>
Evolution		+ 14,15 %	+ 6,97 %	+ 5,19 %	<b>16.10%</b>

**- Autres taxes principales**

Montants en milliers d'Euros	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018
Taxe pylônes électriques	26	26	27	27	28
Taxe sur l'électricité	1 224	1 182	1 163	1 210	1 244
Taxe de séjour	55	106	94	133	165
Prélèvement produit des jeux	154	96		25	64
Taxe sur la publicité	301	288	283	293	279
<b>Total autres taxes</b>	<b>1 760</b>	<b>1 698</b>	<b>1 567</b>	<b>1 688</b>	<b>1 780</b>
Evolution		- 3,52 %	- 7,71 %	+ 7,72 %	+5,45%

Nous constatons une progression du produit notamment pour la taxe de séjour, la taxe sur l'électricité et le prélèvement sur le produit des jeux.

La première est le résultat d'un travail de fond réalisé par le service des finances, qui s'est concrétisé en 2017 par la mise en place d'une plateforme dématérialisée et d'une convention avec Air Bnb.

La progression de la taxe d'électricité est liée à l'arrivée de nouveaux opérateurs sur le marché.

Le prélèvement sur le produit des jeux avec une activité sur l'année complète, ce qui n'avait pas été le cas sur 2017.

**- Dotation générale de fonctionnement**

Montants en milliers d'Euros	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018
Dotation Forfaitaire	8 409	6 980	5 500	4 662	4 630
Dotation solidarité urbaine	622	622	622	559	466
Péréquation nationale	685	716	750	711	719
Dotation Globale de Fonctionnement	9 716	8 318	6 872	5 932	5 815
Evolution		- 14,39 %	- 17,38 %	- 13,68 %	-1,97%

L'année 2017 marque la fin de la contribution au redressement des finances publiques par un prélèvement sur la dotation forfaitaire

La baisse de la dotation de solidarité urbaine est due à notre fin d'éligibilité jusqu'à disparition totale en 2020.

**Sur la période observée, la Dotation Globale de Fonctionnement a chuté de 179 euros par habitant en 2014 à 108 euros en 2018.**

**Pour information, la population DGF est passée de 54 260 en 2014 à 53 771 habitants en 2018.**

### - Compensations fiscales de l'Etat

<b>Montants en milliers d'Euros</b>	<b>CA 2014</b>	<b>CA 2015</b>	<b>CA 2016</b>	<b>CA 2017</b>	<b>CA 2018</b>
Dotation réforme Taxe Prof.	100	83	83	83	<b>83</b>
Dotation spéciale réforme TP	196	142	129	37	
Compensation exonération TF	83	56	101	60	<b>61</b>
Compensation exonération TH	1 186	1 359	1 123	1 462	<b>1 534</b>
Total compensations fiscales	1 565	1 640	1 436	1 642	<b>1 678</b>
Evolution		+ 4,79 %	- 12,44 %	+ 14,35 %	<b>2,19%</b>

Les compensations fiscales ont progressé suite à l'augmentation de celle liée à la taxe d'habitation, en contrepartie des exonérations mises en place dans le cadre des Lois de Finance.

### - Produits divers

<b>Montants en milliers d'Euros</b>	<b>CA 2014</b>	<b>CA 2015</b>	<b>CA 2016</b>	<b>CA 2017</b>	<b>CA 2018</b>
Produits des services	1 776	1 879	1 945	2 308	<b>2 577</b>
Produits de gestion	846	817	910	1 072	<b>1 024</b>
Produits exceptionnels (hors cessions foncières et provisions)	188	174	427	486	<b>501</b>
Total produits divers	2 810	2 870	3 282	3 866	<b>4 102</b>
Evolution		+ 2,14%	+ 14,36%	+ 17,79%	<b>6,10%</b>

Le poste de produits des services a fortement évolué en 2017 et 2018 compte tenu notamment du produit du stationnement de surface

**Le Compte administratif 2018 concrétise par son résultat, les efforts réalisés par la Ville pour le redressement de sa situation financière.**

**Charges de fonctionnement considérablement diminuées, baisse et sécurisation de notre endettement, masse salariale contrainte et optimisation de nos recettes sont les ingrédients d'une épargne brute 2018 restaurée de 3,5 M€ par rapport à 2014.**

#### **4) RAPPORT GESTION DE LA DETTE 2018**

##### ***- Politique de gestion agréée par le Conseil Municipal***

Le 26 juin 2018, le Conseil Municipal a adopté un dispositif régissant la gestion de la dette de la ville, établi par deux documents complémentaires :

- Cahier des procédures générales de gestion de dette ;
- Définition stratégique de la gestion de dette – Règles de gestion.

Outre des ratios de gestion, des orientations ont été définies, à savoir :

- En période de taux de niveau peu élevé et dans la perspective d'une remontée des taux, devront être étudiées toutes possibilités de passer à taux fixe les lignes à taux variable (Euribor notamment). Cette action pourra s'exécuter soit par usage des dispositions contractuelles, soit par la souscription de swaps taux variables contre taux fixes.

En l'hypothèse d'utilisation des conditions contractuelles, le coût de transformation du taux sera intégré dans le prix de revient résultant. Ce dernier ne pourra majorer de plus de 1 % le taux fixe nominal.

- Toute opportunité de marché sera utilisée pour désensibiliser les structures existantes.

Chaque dossier en cours fera l'objet d'une analyse particulière aux fins de dégager des solutions de désensibilisation envisageables.

- Toute opportunité de marché sera utilisée pour accroître la part de dette d'une durée inférieure à 5 ans indexée sur des ressources à taux variables. Cette part ne devra toutefois pas être supérieure à 40 %. Si cette part devenait supérieure à 35 %, l'exécutif serait saisi pour préciser sa position sur cette répartition.

Les échanges de taux longs fixes contre des taux intermédiaires révisables (correspondant à des durées de 2 à 5 ans) doivent être étudiés pour travailler l'ensemble de la courbe en utilisant des déformations ponctuelles favorables.

Ces retournements ne seront pas exécutés s'ils dégradent les résultats en raison des frais y attachés.

### **Situation de la dette du budget principal au 31 décembre 2018 en millions d'euros :**

*Les données retenues sont arrêtées après l'impact du fonds de soutien*

(en M€)	2014 <sup>1</sup>	2015 <sup>2</sup>	2016	2017	2018
Budget Principal net	89.41	89.43	86.12	85.43	83.73
Variation		+ 0.02	- 3.31	- 0.69	- 1.70

Le budget principal représente l'essentiel de la dette de la ville (près de 98,13 % à fin 2018). Pour cette raison, les actions de gestion de dette et de taux sont concentrées sur la dette du budget principal.

La dernière colonne montre les évolutions attendues en 2018, construites sur les anticipations arrêtées à ce jour. A l'évidence, le mouvement de désendettement engagé dès 2015 se poursuit.

### **Analyse des variations 2018 et prospective 2019 du budget principal**

En M€	2018	2019
Emprunts nouveaux LMT	+ 4.39	+ 5.90
Emprunts nouveaux CT	+ 3.00	+1.50
Amortissements	- 9.70	- 9.40
Remboursements anticipés		
Variation dette brute	- 2.32	- 2.00
<b>Fonds de Soutien</b>	<b>+ 0.62</b>	<b>+ 0.62</b>
<b>Variation dette nette</b>	<b>- 1.70</b>	<b>- 1.38</b>

### ***Pour 2018, apparaissent très clairement :***

- De nouveaux emprunts LMT souscrits pour financer des investissements nouveaux ;
- Le remboursement anticipé d'un emprunt ancien (1.25 M€) financé par la souscription d'un nouvel emprunt (1,25 M€).
- L'atténuation de la réduction de la dette par l'amortissement du Fonds de Soutien.

***Pour 2019, est essentiellement prévu*** un emprunt nouveau pour investissements à hauteur de 6 M€.

---

1 PPP inclus.

2 Après impact du Fonds de Soutien.

## **Structure de la dette au 31 /12 /2018 (tous budgets)**

### ***Ventilations de la dette totale***

Ces analyses sont conduites sur les dettes brutes (avant déduction de l'aide du Fonds de Soutien).

- Par typologie de taux après swaps :

	31.12.13		31.12.14		31.12.15		31.12.16		31.12.17		31.12.18	
	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%
Fixe <sup>3</sup>	31.488	37.5	48.024	52.1	67.572	65.2	61.945	62.3	66.063	67.5	60.979	64.00
Complexes	9.830	11.7	9.605	10.4	14.827	14.3	13.714	13.8	12.052	12.3	10.325	10.83
Hors Charte	23.461	27.9	18.187	19.8	10.005	9.7	9.146	9.2	8.250	8.5	7.430	7.80
Variable	10.618	12.6	9.130	9.9	10.444	10.1	10.214	10.3	5.605	5.7	12.000	12.60
Livret A	0.903	1.1	0.828	0.9	0.751	0.7	0.673	0.7	0.602	0.6	0.530	0.55
Revolv tiré	7.750	9.2	6.335	6.9	-	-	3.733	3.7	5.308	5.4	4.020	4.22
	84.05	100.0	92.10	100.0	103.59	100.00	99.42	100.00	97.88	100.00	95.28	100.00

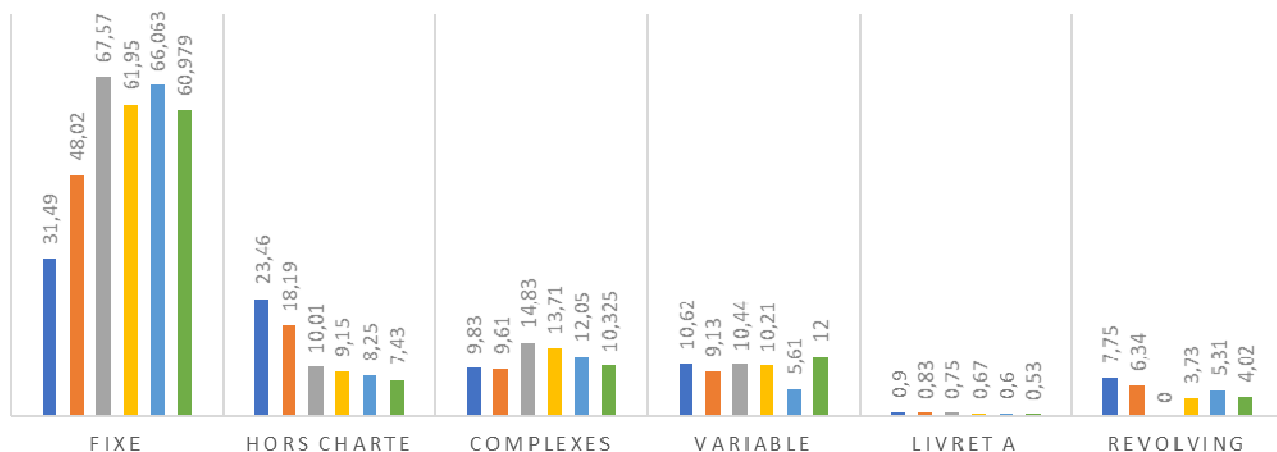
Après swaps, à fin 2018, la dette à taux fixe représente 64,00 % de la dette totale, tandis que la dette « Hors Charte » en représente 7,80 % et la dette à taux complexes de l'ordre de 10,83 %. Le reste, soit 17,37 %, est à taux variables simples.

---

2 En ce compris les PPP.

## ENCOURS PAR TYPE DE TAUX APRES SWAPS (M€)

■ 31/12/2013 ■ 31/12/2014 ■ 31/12/2015 ■ 31/12/2016 ■ 31/12/2017 ■ 31/12/2018



Etant rappelé que la dette revolving (engagement pluriannuel) a une fonction de lissage destinée à optimiser la dette de la Ville, il apparaît clairement que les actions de gestion ont permis de :

- Réduire significativement la dette Hors Charte. Ce point est une des règles de gestion adoptées tendant à rechercher la diminution de l'exposition aux risques ;
- Accroître l'encours à taux fixes dans une période de taux bas. Ce point est également une des règles de gestion adoptées en 2017 ;
- Privilégier les produits indexés sur du révisable en 2018, les taux courts restant négatifs.

En 2014 et 2015, les clauses contractuelles de taux ont fait basculer en taux complexes des taux soit fixes, soit variables. Aucun financement nouveau à taux complexe n'a été souscrit sur ces exercices.

Si l'on observe (cf. infra) que les produits à « taux complexes » ou « Hors Charte » sont essentiellement à taux variables, l'objectif fixé pour 2018 est atteint.

### Par typologies de risque au 31 /12 /2018 (budget principal après swaps)

		Risque							
		moins élevé				Plus élevé			
		A	B	C	D	E	HC	Total	
Risk		M€	M€	M€	M€	M€	M€	M€	%
élevé + ←	1	76.13	4.26					80.39	85.81
	2								
	3		4.66					4.66	4.97
	4		1.2					1.2	1.28
	5								
	H						7.43	7.43	7.94
	C								
	Σ	76.13	10.12				7.43	93.68	
	%	81.26	10.80				7.94		100

La souscription des swaps avait contribué à augmenter de façon sensible l'exposition aux risques de la Ville.

Toutefois, les actions de désensibilisation entreprises, notamment depuis 2014, ont réduit tant les encours classés en « Hors Charte » que les encours présentant un risque supérieur à 4B<sup>4</sup>.

Ainsi, par rapport à fin 2017, les positions Hors Charte sont passées à 7,94 % vs 8,6 % en 2017, les 4B à 1,28 % vs 1,8 % et les 3B à 4,97 % vs 5,6 %.

Les positions « 1A » - « 1B » ont sensiblement augmenté (85,81 % vs 84 %).

### **Taux moyen d'endettement**

Ces taux sont le rapport de la charge financière nette d'une année à l'endettement moyen de la même année<sup>5</sup>.

Année	Après Swaps (%)	
	Niveau	Variation
2009	3.97	
2010	5.54	+1.57
2011	7.34	+1.80
2012	6.93	-0.41
2013	6.48	-0.45
2014	5.24	-1.24
2015	4.09	-1.15
2016	3.76	-0.33
2017	3.31	-0.45
2018	3.02	-0.29

Ainsi qu'indiqué supra, en 2014, un changement de politique de gestion de dette est intervenu dans le but de **réduire tant les risques financiers que les taux moyens**. Cette politique a été renforcée en 2015 avec l'adoption d'un cahier de procédures de gestion de dettes et d'un cahier de règles de gestion. Il en est résulté prioritairement :

En 2014 et en 2015, une désensibilisation des produits structurés les plus défavorables. Les améliorations qui en résultent se font sentir sur les taux moyens dès 2015 ;

---

4 « **B** » = Barrière simple. Pas d'effet de levier. « **4** » = Indices hors zone euro. Ecart d'indices dont l'un est un indice hors zone euro.

5 Endettement moyen = (CRD au 01.01 + CRD au 31.12) / 2. Cette définition est simplifiée par rapport à celle du calcul du taux de revient.



En 2016, le remboursement d'un emprunt à taux variable à marge élevée (2,29 %) et son refinancement par un emprunt à taux fixe de 0,70 %. Malgré l'Indemnité de Remboursement Anticipée acquittée (3 % du CRD), cette opération est très bénéfique pour la Ville ;

En 2017, le remboursement d'un emprunt à taux révisable à marge élevée (3,47 %) et son refinancement par emprunt à taux fixe de 0,70 %. Malgré l'Indemnité de Remboursement Anticipée acquittée (3 % du CRD), cette opération est très bénéfique pour la Ville.

Le tableau ci-dessus montre clairement l'impact de ces actions sur le taux moyen après swaps, taux effectivement supporté par la Ville. Il est donc la cible des actions de gestion.

Toutefois, en dépit des efforts déployés, l'impact de la politique de gestion de taux mise en œuvre avant 2014 ralentit la baisse des taux moyens. Ceci est patent en 2016, exercice pour lequel la baisse du taux moyen ralentit.

### **Dettes hors charte et à taux complexes au 31.12.2018**

Au 31.12.18, la dette « hors charte » et à « taux complexes » est répartie ainsi :

Banque prêteuse	Réf. Ville	Type Taux	Sans swaps		Avec swaps		Total	
			Nbre	M€	Nbre	M€	Nbre	M€
Financements Hors Charte								
Dexia HC	304	Fixe	1	0.516			1	0.516
SFIL HC	308b	Struct			1	1.436	1	1.436
Dexia HC	309	Struct			1	3.721	1	3.721
CE HC	318	Struct			1	1.425	1	1.425
CE HC	301b	Struct			1	0.332	1	0.332
			1	0.516	4	6.914	5	7.430
Financements Complexes								
Dexia B1	295	Struct	1	0.265			1	0.265
SFIL B1	325	Struct			1	3.992	1	3.992
CE B4	3177	Struct	1	1.197			1	1.197
CE B4	319	Struct	1	0.203			1	0.203
SG B3	16543	Struct	1	4.666			1	4.666
			4	6.331	1	3.992	4	10.323
<b>TOTAL</b>			<b>4</b>	<b>6.847</b>	<b>5</b>	<b>10.906</b>	<b>9</b>	<b>17.753</b>

Près des 2/3 de la dette HC ou à taux complexes a été travaillée avec des swaps (et parfois des contre-swaps).

- La dette comprend des produits « Hors Charte » Gissler.

En cas de swap, et éventuellement de contre-swaps, ne sont retenues que les positions résultantes.

Cinq produits restent classés en « Hors Charte », soit de l'ordre de 7,80 % du portefeuille de dettes. La part « Hors Charte » est passée de 23,46 M€ à 7,43 M€ entre fin 2013 et fin 2018, soit une réduction de plus de 68 %.

### ***Ratios de dette***

Ne sont traités à ce stade que les ratios « publics ».

	2014	2015	2016	2017	2018
Encours dette / habitant (€)	1.56	1.66	1.60	1.59	1.56
Encours dette / recettes fonctionnement (%)	125	132	129	128	124

Ces ratios évoluent lentement ; néanmoins, une tendance à l'amélioration apparaît.

### ***Durée de vie du portefeuille de dettes***

	31.12.14	31.12.15	31.12.16	31.12.17	31.12.18
Durée de vie résiduelle	11.0	14.8	13.0	12.3	12.4
Durée moyenne	6.1	8.0	7.0	7.0	6.9

La durée de vie résiduelle mesure la durée restante (en moyenne pondérée par les volumes) à la date du calcul.

La durée moyenne est la durée nécessaire pour rembourser la moitié du capital.

## **5) AFFECTATION DU RESULTAT**

Le résultat de fonctionnement est le cumul du résultat de fonctionnement reporté de 2017 (1 092 K€) et du résultat comptable dégagé pour les seules opérations de l'exercice 2018 (5 170 K€), soit un total à affecter de **6 262 K€**.

En application de l'instruction M14, le résultat de **6 262 K€ composé du résultat de l'exercice et de l'épargne reportée** doit être affecté en priorité à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement.

Le solde peut être affecté selon le choix de l'assemblée délibérante à la section d'investissement (compte 1068 excédent de fonctionnement capitalisé) ou faire l'objet d'un report en section de fonctionnement (compte 002, excédent de fonctionnement reporté).

Les emplois et ressources budgétaires de la section d'investissement 2018 sont les suivants :

### **Emplois budgétaires en milliers d'euros :**

- dépenses réelles d'investissement	10 091
- dépenses d'ordre d'investissement	243
- travaux en régie	437
- remboursement de la dette non retraité	9 700
- résultat 2017	3 470
<b>Soit un total d'emplois de</b>	<b>23 941 (1)</b>

### **Ressources budgétaires en milliers d'euros :**

- recettes réelles d'investissement	8 050
- recettes d'ordre d'investissement	243
- dotations nettes aux amortissements	2 994
- emprunts encaissés non retraités	7 385
<b>Soit un total de ressources de</b>	<b>18 672 (2)</b>
<b>Besoin de financement (2) – (1)</b>	<b>- 5 269 (3)</b>

Le solde net des restes à réaliser en milliers d'euros s'établit comme suit :

- dépenses réelles à reporter	2 337
- recettes réelles à reporter	4 271
<b>Soit un excédent de financement de</b>	<b>1 934(4)</b>
<b>Soit un résultat net de (3) + (4)</b>	<b>- 3 335</b>

On constate un déficit de financement cumulé d'investissement de **– 3 335 K€**.

Il est donc proposé d'affecter **5 269 K€ à l'investissement** au compte 1068, pour couvrir le besoin de financement hors restes à réaliser. Le solde, soit environ **993 K€**, est reporté au compte 002 excédent de fonctionnement capitalisé.